

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 17

12 JANVIER 2014

luttendesclasses@live.fr

LUTTE DES CLASSES INTERNATIONALE

Après le Bangladesh, c'est le tour du Cambodge

L' espoir vient de l'Est, plus exactement de l'Asie.

Il est temps qu'on se débarrasse des préjugés et des peurs de la petite bourgeoisie qui nous entoure.

Ces gens « civilisés » qui trouvent normal que l'armée française fasse la pluie et le beau temps en Afrique sub-saharienne, au Mali comme en Centrafrique, en y envoyant des milliers de soldats pour faire la police dans les quartiers des villes africaines paupérisées, séparant les chrétiens et les musulmans, détrônant les présidents et en faisant élire d'autres à son goût, garantissant la signature des concessions minières à prix avantageux, ces gens, en face de l'avenir peu prometteur de l'industrie française sur la scène internationale, ne sont bons qu'à gémir et soupirer sur le souvenir des « trente glorieuses », époque qui s'évanouit.

"Fermement de gauche," ils sont néanmoins tournés vers un passé révolu et, politiquement parlant, sont bons à rien. On n'a plus aucun courage à protester contre l'expropriation des terres palestiniennes de la vallée de Jourdan par Israël – au nom de la « sécurité des frontières », chewing-gum idéologique aussi extensible que celui de « cohésion nationale » de Manuel Valls -, on trouve

presque normal que les deux entreprises les plus profitables de France – BNP et Société générale – puissent grâce au retrait des Bermudes et Jersey de la liste des paradis fiscaux, par leurs ministres pantins Moscovici et Cazeneuve, gagner des fortunes, rétribuer leurs dirigeants par millions et entretenir toute une classe d'acteurs parasites, spéculer sur la dette publique, sans rien payer ou presque à l'Etat français, - tout en trouvant que les idées de lutte des classes relèvent de l' « archéomarxisme ».

Ils ne peuvent, ils ne veulent comprendre que cette lutte est diverse dans ses formes nationales, mais unique par son contenu de classe. Le capital a démenagé vers l'Asie (et ailleurs), en abandonnant les usines européennes et en laissant aux socio-démocrates la gestion de la stagnation et de la récession capitaliste. Il y a créé un prolétariat massif, jeune et combattif. Hier au Bangladesh, aujourd'hui au Cambodge, demain en Chine, ce prolétariat se dresse comme un nouvel espoir planétaire. Il faut l'aider, par nos expériences et nos finances. Demain c'est lui qui nous aidera. Au lieu de gémir, il faut lutter. Voici quelques éléments récents à retenir, rappelant la France de 1906.

Radoslav PAVLOVIC

« Cohésion nationale »

Pendant qu'en France le mouvement ouvrier a les mains et la conscience plus ligotées que jamais, sans que la moindre lutte locale revendicative aboutisse, générant la déception et la perte de confiance dans l'avenir, pendant que le moral du Front de gauche à la veille des élections municipales est en berne, la presse écrite et les chaînes télé, passées corps et âme sous l'emprise du capital financier, n'ont autre chose à nous raconter que les prétendues histoires du président, (qui se déplace la nuit en scooter voir sa nouvelle petite copine) – en quoi cela nous regarde ? – pour ridiculiser le président socialiste.

Jamais la puissance de la presse capitaliste n'a été autant au service de sa bassesse, sa cupidité et sa vulgarité.

Et dire que la lutte légitime contre le racisme et antisémitisme, véhiculés par ce lumpen de Dieudonné, que cette même presse a contribué à ériger en idole des couches paupérisées, passe par un décret du Conseil d'Etat stigmatisant la mise en cause de la « cohésion nationale » !

Or, la lutte des classes est une des formes les plus évidentes de lutte contre cette camisole de force que la bourgeoisie cherche à imposer aux travailleurs. Toute grève est une mise en question de la « cohésion nationale ». Toute contestation de l'argent caché par la bourgeoisie Française dans les paradis fiscaux est une mise en cause de la « cohésion nationale ». La révolution française a foutu en l'air la « cohésion nationale » des trois ordres de l'Ancien régime. La Résistance a lutté les armes à la main contre la « cohésion nationale » du régime vichyste en collaboration avec Hitler.

Au-delà de l'affaire Dieudonné, Manuel Valls nous fait glisser petit à petit vers les lois d'une époque sombre. L'étiquette socialiste n'est là que pour tromper les naïfs : Déat aussi était « socialiste », c'est l'assemblée « socialiste » du Front populaire qui a donné à 80% les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Il y a des décrets « temporaires » et « ponctuels » qui sont les marqueurs durables d'un avenir sombre. Si les travailleurs et leurs organisations tombent dans ce piège, ils le paieront cher, alors que Dieudonné tombera dans l'oubli aussi vite qu'il est monté sur la scène publique. R.P.

Au Cambodge, la police militaire tire sur les ouvriers

03 janvier 2014 | Par Raphael Bloch Mediapart

Le gouvernement de Hun Sen a dispersé les manifestants, samedi dans la capitale, et interdit le rassemblement national prévu dimanche. Vendredi, la police militaire cambodgienne avait tiré sur des grévistes qui bloquaient des ateliers de Phnom Penh pour obtenir une augmentation de salaire, causant au moins quatre décès.

La police militaire a dispersé des centaines de manifestants réunis ce samedi sur la place de la liberté de Phnom Penh pour soutenir le mouvement des ouvriers du textile, réprimé dans le sang vendredi matin aux abords du parc industriel Canadia, qui alimente en grande partie les marques internationales comme H&M, Puma et Adidas. Le gouvernement de Hun Sen a également interdit la manifestation nationale prévue dimanche pour mettre fin au « coup d'Etat social et politique » dénoncé par l'opposition et les syndicats.

La tension politique a redoublé après qu'au moins quatre manifestants ont été tués par la police militaire vendredi sur l'une des grandes artères manufacturières du sud de la ville, où depuis plusieurs jours, des milliers de travailleurs du textile occupaient les usines pour obtenir des augmentations de salaire. Les tirs ont eu lieu alors que des centaines d'ouvriers bloquaient la route d'accès aux usines de la capitale, et que d'autres, armés de bâtons, de pierres et de cocktails Molotov, s'opposaient aux forces de police. « Les travailleurs ne voulaient pas la violence, ils voulaient juste obtenir une augmentation des salaires », a déclaré Dave Welsh, responsable du Centre international de solidarité, à l'issue des violences policières.

« Nous savons que quatre personnes ont été tuées et 26 autres grièvement blessées », a déclaré Naly Pilorge, la responsable de la ligue de défense des droits de l'homme au Cambodge. « Quelle qu'en soit la raison, il s'agit d'un usage disproportionné et illégal de la violence au nom du gouvernement », a ajouté Dave Welsh.

De son côté, le porte-parole de la police militaire, Kheng Tito, craignant des pertes pour les investisseurs, une « situation anarchique » dans les ateliers dégénéralant en trouble à l'ordre social, a indiqué que l'intervention était nécessaire compte tenu de la résistance des ouvriers à la libération des ateliers par les autorités.

Les affrontements ont débuté jeudi soir quand le premier ministre Hun Sen a décidé d'envoyer des forces gouvernementales pour reprendre le complexe industriel de la capitale cambodgienne, et briser les grèves qui bloquent 80 % des ateliers du pays. De nombreux accrochages ont eu lieu pendant la nuit avec les grévistes. Tôt vendredi matin, des barricades continuaient de brûler et des gravats jonchaient la route d'accès aux ateliers. Face à la résistance des grévistes, le gouvernement a donné l'ordre aux centaines de policiers présents de disperser les ouvriers pour permettre la réouverture des usines. Les forces gouvernementales ont ouvert le feu, après quelques sommations.

Lors de l'assaut des policiers, une clinique médicale a été détruite par les manifestants et de nombreux ateliers ont été dégradés par les échanges de projectiles. Les forces de police ont détruit les barrages de pneus, et ont brisé les fenêtres de nombreux bâtiments pour déloger les grévistes.

Les rassemblements d'ouvriers avaient éclaté la semaine précédente, quand le ministère du travail a annoncé que le salaire minimum s'élèverait à 95 dollars à partir d'avril 2014, contre les 160 dollars exigés par les syndicats depuis des semaines, lors des négociations avec le gouvernement. Les syndicats se plaignent également de cadences infernales et de sous-alimentation parmi les ouvriers, leurs salaires ne leur permettant pas de vivre dignement. Leurs revendications sont relayées par l'Organisation internationale du travail (OIT) qui a récemment souligné que les conditions de travail s'étaient détériorées dans le pays.

Face au refus réitéré du gouvernement de mécontenter les multinationales en imposant des augmentations de salaires, les manifestants ont durci le mouvement dans le textile, secteur crucial pour l'économie cambodgienne, qui emploie quelque 650 000 ouvriers, dont 400 000 pour des sociétés qui travaillent à l'export.

Les syndicats ont récemment rejoint l'opposition menée par le Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) qui conteste la légitimité du gouvernement de Hun Sen, réélu lors des élections législatives de

juillet, qualifiées de « truquées » par plusieurs organisations internationales.

Lors des affrontements aux abords du parc industriel Canadia, le CNRP a déclaré qu'en cas d'élections législatives anticipées, le parti soutiendrait les revendications salariales des travailleurs du textile. « Nous déplorons ces violences, que nous condamnons avec la plus grande vigueur, a déclaré à l'AFP le chef du CNRP, Sam Rainsy. C'est une tentative inacceptable de casser non pas seulement une grève ouvrière, mais (...) le mouvement ouvrier dans son ensemble. Et, derrière le mouvement ouvrier, le mouvement démocratique qui est en train de se développer au Cambodge. » De son côté, le ministère de la défense a dénoncé la récupération politique du CNRP qui « exhorte les fonctionnaires de police à ne pas s'acquiescer de leurs obligations » et à rejoindre les rangs de la contestation.

Avenir radieux selon Hollande - ou la dure réalité du capitalisme en déclin

Avec la nouvelle année, la nature bourgeoise et brutalement anti-ouvrière du gouvernement PS-Verts de Hollande a été brusquement accentuée. Le budget du gouvernement pour l'année 2014 a déjà fermement résolu le paiement d'un cadeau somptueux promis aux entreprises « en adoptant un dispositif d'allègement du coût du travail en faveur des entreprises – le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) » (selon Le Monde du 31 décembre 2014.) Pour l'année en cours, la somme s'élève à 10 milliards d'euros.

Ce plan a été validé, comme de bien entendu, par le fameux Conseil constitutionnel majoritairement constitué par des politiciens archi-droitiers (dont Sarkozy aussi avec d'autres filous). Les règles et les étiquettes du régime bourgeois ont donc été minutieusement observées, - conformément à cette « démocratie », mais au détriment du peuple lui-même !

Mais tout le monde sait fort bien que ce même gouvernement se plaint constamment de son manque d'argent. Non seulement il s'est précipité pour alléger le fardeau des entreprises, mais en plus, il leur a octroyé des milliards. Comment va-t-il donc se les procurer ? Est-ce qu'il volera cette somme ? Effectivement, c'est ce qu'il fera ! Il va la prendre directement dans la poche de tous, essentiellement dans celle des travailleurs. « Pour financer ce qui équivaut à un allègement de 10 milliards de charges pesant sur les entreprises en 2014... le taux normal de TVA... va augmenter de 19,6 % à 20 %... (et le) taux intermédiaire passera... de 7 % à 10 % - écrit complaisamment le même journal. Alors que quelques mois auparavant, Hollande scandalisé s'était élevé contre une décision semblable de Sarkozy, voilà maintenant qu'il se range complètement sur cette position et, dans son discours de vœux d'un nouvel an, il apporte cette « bonne nouvelle ».

Un pas supplémentaire sur cette voie a confirmé et redoublé cette collaboration de classe, plus exactement cette soumission

servile du gouvernement à la bourgeoisie. Mais ce n'était pas une véritable nouveauté. Comme ce même journal bourgeois l'a remarqué (le 3 janvier 2014), il a seulement précisé son aveu du 15 septembre dernier d'être « le président des entreprises », en proposant maintenant concrètement aux bourgeois tout un « pacte de responsabilité » pour la conduite des affaires économiques. Sans ambages, il leur promet « moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités », - sans prendre désormais la précaution de « consulter » les syndicats. Il n'est pas difficile de voir dans cette désinvolture l'affirmation, outre son engagement du côté de la bourgeoisie, de la vraie nature autoritaire, bonapartiste du pouvoir.

Il est donc tout naturel que l'organisation combattante de la bourgeoisie (Medef) ait immédiatement répondu favorablement. Concernant l'offre de Hollande, son président Gattaz relevait : c'est ce que nous demandions depuis plusieurs mois ». (Le Monde, 5-6 janvier 2014.) Or ce serait une bêtise monumentale de croire – ce que Hollande et son gouvernement semblent croire pourtant - que la bourgeoisie s'est alignée simplement sur cette véritable offrande. Car Gattaz a aussitôt surenchérie l'enchère. Il a déclaré notamment son accord pour agir selon ce « pacte de responsabilité » - à condition « qu'on ouvre cinq chantiers : sur le coût de travail, sur la fiscalité, sur la baisse des dépenses publiques, sur la simplification et sur les freins à l'embauche ». (Notons toute de suite que sans aucun doute, on verra bientôt Hollandelancer ces « chantiers », les uns après les autres.)

On voit clairement dans cet échange d'amabilités que, en réalité, c'est l'organisation de la bourgeoisie (Medef) qui oriente la politique économique du gouvernement ; on voit d'autre part qu'elle le précède d'un, ou même de plusieurs pas pour qu'il puisse s'aligner, - après quelques mouvements de simulacre d'indépendance destinés à camoufler cette dépendance. Le Medef s'octroie ainsi la fonction de véritable maître chanteur

dont les chantages trouvent les oreilles compatissantes de Hollande et de son gouvernement.

Le problème de fond réside déjà dans cette dépendance du gouvernement à la bourgeoisie (de tous les gouvernements, de droite ou de gauche), donc profondément liés au capital et son système. Cette dépendance est arrivée aujourd'hui (depuis à peu près 30-40 ans !) à rétrécir de plus en plus – définitivement et parfois violemment ! – tout avantage et toute concession en faveur des travailleurs. De plus, elle exige même la suppression de ces avantages et concessions du passé.

La cause profonde de ce changement ne se trouve pas dans la psychologie des bourgeois qui auraient été plus humains, plus compréhensifs ou plus éclairés auparavant, ni dans la nature politique soi-disant plus sociale et moins rétrograde des gouvernements d'alors qu'aujourd'hui. Ces sont des mensonges inventés et racontés pour cacher la vérité historique et économique, à savoir que ce système s'est épuisé depuis longtemps, son agonie devenant irréversible, sa nature destructrice a donc définitivement pris le dessus.

C'est la bourgeoisie elle-même, c'est-à-dire une bonne partie de ses économistes, qui se plaignent amèrement du ralentissement considérable et continu de la croissance économique et de l'augmentation insuffisante de la productivité. Cela surtout depuis environ 1975 (!), malgré tous les efforts artificiels, y compris le pillage et la destruction étendue de la nature. Depuis cette date, en effet, la croissance annuelle de l'économie ne dépassait pas 1 ou 2 % et tend encore à baisser dans les pays économiquement avancés. Parallèlement, la productivité a décliné dangereusement, d'à peine un peu plus de 1 %, pour tomber ensuite à son bas niveau d'aujourd'hui en-dessous de ce minuscule 1 % !

(suite page deux)

(suite de la première page)

Ces économistes n'arrivent pas à comprendre que même de réelles innovations techniques, telle que par exemple la formidable avancée informatique et l'Internet à la fin des années 1990 et au début de celles de 2000, non seulement n'aient amélioré en rien la croissance mais, au contraire, ont assombri encore plus ce tableau peu reluisant.

Ces seuls faits, couplés à bien d'autres, ont résolument exécuté la thèse centrale de l'économiste Joseph Schumpeter (début et milieu du 20^{ème} siècle) qui, à propos des crises et leurs relations aux innovations techniques, parlait d'une prétendue « destruction créatrice » susceptible de renouveler le capitalisme.

Malgré la faillite évidente de cette « théorie », son affirmation - une véritable faribole au vu de l'économie impérialiste - alimente aujourd'hui les explications d'un bon nombre d'économistes vulgaires. Ceux-ci, à cause de leur œillère capitaliste, sont incapables de comprendre que la célèbre révolution industrielle à l'origine de la marche triomphale du capitalisme n'était pas une simple série d'innovations techniques. Mais, comme notre regretté camarade britannique, feu Geoff Pilling l'a brillamment démontré, elle était essentiellement une mutation sociale, incluant le renouvellement technique général, celui-ci incompréhensible en dehors du sens général de cette transformation historique.

Politiquement parlant et en écartant les défenseurs attirés du capitalisme et de leur mauvais foie cynique dans les « vertus » de leur système (les partis droitières en général), il semble qu'aujourd'hui seule la social-démocratie et ses adeptes variés encore à ces balivernes et professent ces sonnettes pour tempérer les inquiétudes croissantes et pour se rassurer eux-mêmes. L'une des figures centrales européennes de ce contresens historique est le président Hollande dont les paroles et le comportement burlesques laissent difficilement l'enchevêtrement fantasme d'une crédulité idiote et d'un cynisme à toute épreuve. Mais cette conjoncture psychologique n'a qu'une importance marginale comme motif personnel des actes eux-mêmes qui seuls ont une portée réelle, un poids

significatif dans la société.

Or, de ce point de vue justement, et contrairement à toutes les promesses et croyances d'un renouveau quelconque du capitalisme, la situation globale se détériore inévitablement, au vu de tous. Plus exactement, la simple survie de ce système moribond commande impérativement l'amplification et le durcissement de son offensive générale contre tous les avantages des travailleurs, contre les conquêtes sociales et culturelles de l'humanité. C'est le retour de la barbarie qui est inscrite concrètement à l'ordre du jour dont les manifestations claires et multiples apparaissent déjà visiblement un peu partout sur le globe.

La contradiction est devenue littéralement intenable entre la taille colossale de l'appareil de production mondiale monopolisée par la propriété privée et le rétrécissement de la capacité de consommation. Déjà le taux d'utilisation du potentiel de production de la zone euro (donnée statistique soigneusement cachée !) est depuis longtemps inférieur à 80 % et tend constamment à la baisse ! Les économistes vulgaires parlent abondamment du danger (et de la réalité) d'une déflation, en dissimulant derrière ce phénomène et ce vocabulaire qui n'est que la conséquence d'un fait simple, notamment la saturation des marchés et la mévente générale.

Les références enthousiastes et les appels insistants pour une exportation croissante « oublient » délibérément cette capacité restreinte des marchés (même l'Allemagne subit tout dernièrement une baisse de ses exportations), et démasquent impitoyablement les contraintes incitatives variées à faire croire la compétitivité comme des plaidoyers minables pour imposer le sacage des droits et des acquis.

On pourrait continuer à détailler cette liste noire du déclin qui imprime sa marque pesante sur la conjoncture générale. De toute façon, on y reviendra souvent. Mais cette situation pleine de dangers oblige, dès maintenant, la classe ouvrière et tous les travailleurs, en premier lieu leurs militants conscients de renforcer et de perfectionner leurs outils de résistance et de luttes, les syndicats combattants et, avant tout, le parti du prolétariat. Il est clair, en effet, que « l'avenir radieux » de Hollande n'est qu'une fable pour nous endormir face à une réalité menaçante.

Balazs NAGY

Silence radio sur l'uranium de Niger

Uranium : le Niger réclame à Areva " un jeu d'égal à égal "

SILENCE RADIO ! La consigne donnée par Luc Oursel, président du directoire d'Areva, à son entourage est claire : éviter toute fuite qui parasiterait les difficiles négociations que le groupe nucléaire français mène depuis des mois avec le gouvernement nigérien pour le renouvellement des contrats de fourniture d'uranium. Les dernières conventions expirent le 31 décembre et le Niger veut arracher un accord plus favorable que celui signé en janvier 2008, lorsqu'il avait obtenu une nette revalorisation du prix de l'uranium.

L'enjeu est stratégique pour la France : deuxième fournisseur d'uranium derrière le Kazakhstan, le Niger assure un tiers de l'approvisionnement des centrales nucléaires d'EDF.

Le dossier revêt aussi une importance vitale pour le Niger et son président. Elu en mars 2011, Mahamadou Issoufou a promis aux Nigériens - une des populations les plus pauvres de la planète - qu'il augmenterait fortement les revenus tirés du précieux minéral. Ils ne pèsent que 5 % des recettes budgétaires et 5,8 % du produit intérieur brut.

Le président nigérien - ingénieur des mines et ex-haut responsable du secteur minier - a prévenu qu'il veut " un jeu d'égal à égal ", un contrat " équilibré " entre les deux parties et de " meilleures retombées ".

Dans un pays où moins de 10 % des habitants ont accès à l'électricité, les débats sur l'activité d'Areva, symbole pour certains de l'expansion coloniale, font rage. L'organisation non gouvernementale Oxfam France affirme que Niamey n'a perçu que 459 millions d'euros pour les 115 000 tonnes extraites depuis le début de l'extraction en 1971, soit 13 % de la valeur des exportations d'uranium estimée à 3,5 milliards.

Un autre sujet tend les relations entre Niamey et l'Etat français, actionnaire d'Areva à 80 % à travers le Commissariat à l'énergie atomique : la date de mise en exploitation de la mine géante d'Imouraren, au nord du Niger. Sa société d'exploitation Imouraren SA est partagée entre le groupe français (56,6 %), le Niger (33,4 %) et l'électricien coréen Kepko (10 %). Le coût

de son développement est énorme : 1,9 milliard d'euros, avant l'extraction de la première tonne d'uranium.

Initialement prévue en 2012, l'ouverture avait été repoussée après l'enlèvement de sept salariés étrangers en 2010. Il fallait sécuriser la zone avant de poursuivre les travaux. En outre, la baisse des cours de l'uranium avait refroidi les ardeurs. M. Issoufou a réclaté sa mise en service fin 2015 au plus tard, sans qu'Areva s'engage sur cette date. Niamey attend beaucoup des retombées financières d'Imouraren. Et tout manque à gagner lié à un nouveau retard devra être compensé par Areva.

L'inconnue reste l'évolution du prix de l'uranium. Il n'a jamais été aussi bas depuis 2005 : 35 dollars la livre (25,50 euros). On est loin des 138 dollars atteints en juin 2007, quand de nombreux industriels croyaient à une vigoureuse renaissance du nucléaire.

Jean-Michel Bezat, *Le Monde*, 27 décembre 2013 (extrait).

Ici une question simple se pose: si les émirs arabes, à qui la main invisible d'Allah a laissé en héritage des réserves naturelles gigantesques de pétrole, peuvent imposer au monde entier des prix exorbitants, leur permettant de faire des stations de ski là où la température monte à 45°C, pourquoi un pays pauvre comme le Niger n'aurait pas droit d'utiliser ses ressources naturelles pour financer la santé et l'école pour sa population? N'est-il pas du devoir de la gauche d'exiger de ce "gouvernement socialiste" un commerce équitable avec l'Afrique au lieu d'imposer ses contrats par la force des armes?

LUTTE DES CLASSES

est consultable depuis son premier numéro sur le site

WORKERS INTERNATIONAL.ORG

sous rubrique Français

Lavage de cerveau à grande échelle

Dès le début de son existence, la bourgeoisie a déployé un effort colossal pour empêcher la classe ouvrière de prendre conscience de sa vraie situation et des tâches effectives de son émancipation. Au fur et à mesure du développement historique de la contradiction qui, de plus en plus crûment et violemment, oppose ces deux classes, cette besogne d'abêtissement a pris une proportion immense et s'est transformée en une véritable machinerie d'intoxication dont la cible était l'ensemble des travailleurs. Il serait fastidieux de recenser ici tous les rouages de cette entreprise monstrueuse - combinée et complexe, étatique et non-étatique, sociale et privée - qui a pris dans son filet presque toute l'activité humaine. De l'information jusqu'aux sports et loisirs, en passant par les écoles et les sciences, il n'y a pratiquement rien qui échappe aux maillons de ce réseau importun et omniprésent.

La presse écrite occupait et occupe toujours une place de choix parmi les institutions destinées à cet empoisonnement mental des masses. Même si cette fonction n'est pas inconnue des travailleurs qui lui accordent peu de crédit, il serait très utile et important de démontrer concrètement et en détail comment, par quelle ruse, et au moyen de quel subterfuge les différents journaux remplissent leur devoir de manipuler l'information au service du capitalisme et de son Etat. A cette occasion, cependant, ce n'est pas la presse qu'il convient d'examiner mais les programmes de télévision, l'outil principal actuel de la bourgeoisie pour le bourrage de crâne des travailleurs. Le pouvoir et ses serviteurs utilisent la télévision avec une prédilection particulière, puisque ses émissions sont vues et écoutées par des millions de personnes, alors que la presse écrite, déjà beaucoup plus compartimentée, n'arrive qu'à une petite fraction de cette audience. Sans doute, c'est ce caractère « grand public » qui incite les faiseurs d'opinion à être à la télévision beaucoup plus décidés et hardis, directs et cyniques, impudiques et frivoles dans la manipulation des nouvelles selon les intérêts immédiats de la bourgeoisie.

Mais là encore, le sujet d'examen est tellement vaste qu'il est impossible de présenter dans le cadre de ce seul article tous les moyens d'empoisonnement de la conscience employés par les chaînes de télévision. On est bien obligé de n'en choisir que quelques-uns, et encore pour les présenter de façon générale et raccourcie.

En parlant de la vocation essentielle d'une télévision digne de ce nom qu'est l'information, ce qui la caractérise par-dessus tout, c'est sa perversion rapide et accentuée. De source de connaissance d'actualités politiques et sociales qui concernent des millions d'êtres humains, elle s'est vite dégradée en colporteur d'incidents quotidiens sans intérêt, choisis fortuitement, appartenant à la rubrique des chiens écrasés. Cette dépravation est l'une des méthodes générales et efficaces de la bourgeoisie pour falsifier la relation innée et organique de l'homme à la société (une relation pleine de menaces pour la bourgeoisie) et augmenter l'atomisation de celle-ci en individus séparés et isolés. Qu'on juge sur pièces !

Pour cela, on pourrait choisir n'importe quelle séance d'information sur n'importe quelle chaîne, mais Décidément, les responsables de l'information voulaient démontrer que, contrairement à ce qu'en disent les critiques, de fait, ils donnent des informations politiques. C'est pourquoi, tout de suite après les nouvelles cubaines, ils passent à la Centrafrique. Mais la valeur de cette information africaine correspond fidèlement à leur pacotille cubaine. Le reporter y présente les malheurs d'une petite fille orpheline dont on apprend qu'elle est chrétienne et que son papa a été assassiné par la milice musulmane.

Bien entendu, ce n'est pas à cette télévision que l'on pourrait voir et entendre une présentation et une explication objective de la situation à Cuba ou en Centrafrique. Mais assurément on y voit et entend des insinuations tendancieuses qui, sans avoir l'air de prendre position, se placent pourtant dans la ligne politique dominante de la bourgeoisie.

Or, même cette petite excursion dite « politique » était quelque chose de trop, et l'émission de l'information s'est vite remplacée sur le terrain de l'intoxication directe. Après quelques mots sur la galette des rois et, plus longuement, sur la nouvelle passion des snobs pour la montre-

voici celle de 8 heures du soir de ce 4 janvier sur France 2.

Avant tout autre sujet, et pour suggérer l'importance de cette nouvelle, on est informé par la voix pleine de trémolos de la présentatrice, digne d'une grande catastrophe, qu'au cours des semaines passées, trois nourrissons sont morts à l'hôpital de Chambéry. Cette nouvelle est ensuite diligemment accompagnée de reportages pour commenter en long et en large cet événement. Puis la présentatrice enchaîne sur l'état de santé du coureur automobile Schumacher qui s'est blessé sérieusement en ski. C'est à peu près depuis une semaine que l'on nous abreuve de ses nouvelles, avec bien entendu aussi toute une série de reportages.

Viennent ensuite les derniers renseignements sur les inondations en Bretagne suivis par les dégâts de la tempête à La Réunion, là encore avec les reportages appropriés. Cette fois au moins on ne pourra pas nier que la calamité est vraiment nationale.

En quatrième position passe enfin une information sociale sur la faillite de l'entreprise de transport Mory-Ducros avec son contingent habituel de chômeurs. Mais, en deux courtes minutes, on n'arrive ni à la commenter suffisamment, ni à bien l'intégrer dans toutes ces nouveautés chamarrées. D'autant moins qu'elle est immédiatement noyée dans un bavardage verbeux et prolix sur les produits de soins de cheveux. Un sujet passionnant dont l'importance est si évidente qu'il réclame plusieurs reportages dont l'un nous fait savoir le renseignement décisif qu'il y a 270 shampoings dans le commerce.

Enfin, on passe une nouvelle soi-disant politique sur Cuba qui se ratatine à l'annonce que les voitures étrangères y sont en vente libre, et fournit une bonne occasion au commentateur de donner encore un coup de pied au régime à cause des prix très élevés de ces voitures. Alors qu'en France, comme chacun le sait, elles sont si bon marché que leur vente bat tous les records.

Enfin, on passe une nouvelle soi-disant politique sur Cuba qui se ratatine à l'annonce que les voitures étrangères y sont en vente libre, et fournit une bonne occasion au commentateur de donner encore un coup de pied au régime à cause des prix très élevés de ces voitures. Alors qu'en France, comme chacun le sait, elles sont si bon marché que leur vente bat tous les records.

Bien entendu, ce n'est pas à cette télévision que l'on pourrait voir et entendre une présentation et une explication objective de la situation à Cuba ou en Centrafrique. Mais assurément on y voit et entend des insinuations tendancieuses qui, sans avoir l'air de prendre position, se placent pourtant dans la ligne politique dominante de la bourgeoisie.

Or, même cette petite excursion dite « politique » était quelque chose de trop, et l'émission de l'information s'est vite remplacée sur le terrain de l'intoxication directe. Après quelques mots sur la galette des rois et, plus longuement, sur la nouvelle passion des snobs pour la montre-

connectée, - thèmes exaltants parmi tous, - un long reportage est consacré au harcèlement, plus précisément à la tension (stress) que subit un grand nombre de personnes.

A ce sujet l'émission a également tout fait pour détourner l'attention du public de la source évidente de cette véritable maladie - qui se trouve dans l'intensification du travail et de son rythme imposé par les patrons bourgeois ainsi que dans les conditions angoissantes de la vie déterminée par les convulsions et les soubresauts du capitalisme moribond. Au contraire, elle a été conçue pour canaliser l'attention vers les remèdes, réels ou supposés, de cette maladie, vers les psychologues, en glissant carrément dans un charlatanisme de guérisseur ou dans la prétendue philosophie d'une recherche du bonheur.

Loin de moi d'affirmer que les informations télévisées sont exactement pareilles tous les jours et sur toutes les chaînes. Mais l'image ci-dessus illustre bien la situation générale.

De plus, ce qui saute aux yeux immédiatement lorsqu'on regarde ces émissions sur n'importe quelle chaîne, c'est leur caractère franchement et grossièrement nationaliste allant jusqu'à recourir à des langages et des raisonnements carrément chauvins. Cette arrogance vaniteuse est particulièrement perceptible et même ostensible lors des informations politiques. Si toutefois la télévision daigne distiller des informations politiques quelconques.

A part certains événements de portée internationale qu'il est impossible de passer sous silence, on ne sait pratiquement rien de ce qui se passe - et cela pendant des semaines entières - dans les autres pays européens. Allemagne, Grande-Bretagne, Italie ou Espagne et leurs événements et problèmes sociaux et politiques sont aussi absents du petit écran que, disons, ceux du Monténégro ou d'Andorre. Ce nationalisme primitif et stupide est d'autant plus flagrant et bizarre que, par ailleurs, tout ce beau monde ne cesse pas de se gargariser de son admiration enthousiaste pour le rejeton européen de la bourgeoisie.

Cette absurdité va si loin que même les pauvres commentateurs de la météo font bien attention de ne pas regarder au-delà des sacrosaintes frontières du pays. Ils sont dressés pour considérer le ciel et l'atmosphère qui osent dépasser le territoire national, comme gênants et non existant. Tant pis pour les milliers de voyageurs qui ne pourront absolument rien savoir du temps qu'il y a dans le pays où ils se rendent, s'ils regardent l'émission de météo nationale (pour ne pas dire nationaliste).

Une toute petite parcelle est exposée ici d'un réservoir immense où la télévision puise ses recettes pour l'abrutissement des masses. Dans l'espoir de pouvoir continuer leur présentation et dénonciation, j'invite dès maintenant les travailleurs à observer les « informations » qu'on leur présente avec une méfiance accrue.

B.NAGY

Paradis fiscaux : Bercy blanchit les Bermudes et Jersey

Le ministre de l'économie, Pierre Moscovici, va prendre un arrêté, dans les tout prochains jours, si l'agenda politique le permet, pour sortir Jersey et les Bermudes de la liste noire des paradis fiscaux. Le texte est prêt. Il n'attend plus que l'aval du ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius. (...)

Pour le gouvernement, le retour en grâce de Jersey et des Bermudes salue les récents efforts de ces derniers pour coopérer avec l'administration fiscale française sur des cas de fraude fiscale présumée de particuliers et d'entreprises. Depuis leur fichage il y a quatre mois, le 21 août 2013, lors de la mise à jour de la liste noire des

paradis fiscaux pour 2013, ces deux territoires sous pavillon britannique auraient multiplié les gages de bonne volonté. (...)

Mais l'empressement de Bercy à " blanchir " Jersey et les Bermudes repose aussi sur des considérations économiques. Le fichage sur liste noire, s'il excède douze mois, implique, en effet, des mesures de rétention financières très sévères pour les entreprises présentes dans les territoires fichés. Le code général des impôts prévoit une taxation très élevée des flux financiers transitant par ces territoires. (...)

Les Bermudes sont, en effet, le berceau historique de la " réassurance " et des réassureurs, ce métier qui consiste à

assurer les assureurs sur les risques qu'ils couvrent et les pertes qu'ils encourrent. (...)

Quant à Jersey, dont la prospérité repose elle aussi sur la finance et la mise en place des fameux trusts, ces structures financières permettant de dissimuler l'identité de leurs propriétaires réels, les banques françaises y sont présentes et actives, à l'exemple de BNP Paribas et de la Société générale. Les deux banques auraient elles aussi défendu leurs intérêts ces dernières semaines. (...)

Anne Michel, *Le Monde*, 9/1/2014